

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 828

[C – 2011/27076]

17 FEVRIER 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant des normes de qualité environnementale en vue de la protection des eaux de surface et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment l'article D. 3, 3^o;Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, notamment les articles D. 2, 62^o, 80^o et 81^o, D. 19, § 1^{er}, in fine, D. 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, in fine, D. 156, D. 185, D. 186 et D. 188;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau, donné le 6 octobre 2010;

Vu l'avis 49.052/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 janvier 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive 2008/105/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau, modifiant et abrogeant les directives du Conseil 82/176/CEE, 83/513/CEE, 84/156/CEE, 84/491/CEE, 86/280/CEE et modifiant la Directive 2000/60/CE et partiellement la Directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Art. 2. L'article R. 2 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, est abrogé.

Art. 3. L'article R. 90 du même Code est complété comme suit :

"20^obis "Substances prioritaires" : les substances visées par l'annexe I^{er} et sélectionnées parmi celles qui présentent un risque significatif pour ou via l'environnement aquatique;

20^oter "Substances dangereuses prioritaires" : les substances dangereuses identifiées dans la colonne 5 du tableau repris dans l'annexe I^{er} et dont les rejets, émissions et pertes doivent être progressivement arrêtés ou supprimés;

20^oquater "Concentration de fond naturelle" : la concentration ambiante d'un polluant dans le sol (ou dans l'eau) résultant des variations géologiques naturelles ou de l'influence d'une activité agricole, industrielle ou urbaine généralisée;

20^oquinquies "Biodisponibilité" : l'état chimique d'un contaminant lui permettant d'être assimilé et/ou absorbé par un être vivant. La biodisponibilité d'un contaminant dépend de sa spéciation (distribution entre les différentes formes chimiques dans son milieu) et conditionne son écotoxicité pour la communauté en général ou pour certaines espèces d'êtres vivants exposés à ce dernier."

Art. 4. A la section 1^{er} du chapitre II du Titre VII de la partie II de la partie réglementaire du même Code, est ajoutée la sous-section suivante :

"Sous-section 1^{er}bis. — Fixation des normes de qualité environnementale pour les substances prioritaires et certains autres polluants dans les eaux de surface.

Art. R. 95-1. En vue d'atteindre un bon état chimique des eaux de surface et conformément aux dispositions et aux objectifs de l'article D. 22, la présente sous-section établit des normes de qualité environnementale pour les substances prioritaires et certains autres polluants afin de protéger la santé humaine et l'environnement.

Art. R. 95-2. § 1^{er}. Les normes de qualité environnementale applicables aux eaux de surface sont fixées à l'annexe Xbis, partie A.I. Elles sont appliquées conformément à l'annexe Xbis, partie B.

§ 2. L'autorité de bassin applique au biote des normes de qualité particulières pour le mercure et ses composés, l'hexachlorobenzène et l'hexachlorobutadiène. Ces normes de qualité environnementale figurent à l'annexe Xbis, partie A.II.

L'autorité de bassin applique ces normes aux tissus (poids à l'état frais), en choisissant l'indicateur le plus approprié parmi les poissons, mollusques, crustacés et autres biotes.

§ 3. L'autorité de bassin peut décider d'appliquer, pour les sédiments et/ou le biote, des normes de qualité environnementale autres que celles mentionnées dans le § 2 pour des substances figurant dans la liste de l'annexe Xbis.

Ces normes de qualité environnementale offrent un niveau de protection au moins identique à celui assuré par les normes de qualité environnementale pour l'eau visées à l'annexe Xbis, partie A.I.

Dans le cas où l'autorité de bassin fait usage du présent paragraphe, elle notifie à la Commission européenne et aux autres Etats membres, les substances pour lesquelles des normes de qualité environnementale ont été établies conformément au présent paragraphe, les raisons motivant le recours à cette approche et les fondements de ce recours, les autres normes de qualité environnementale établies, y compris les données et la méthode sur la base desquelles les autres normes de qualité environnementale ont été définies, les catégories d'eau de surface auxquelles elles s'appliqueraient, et la fréquence prévue pour les contrôles ainsi que les raisons qui justifient cette fréquence.

§ 4. Pour les substances visées aux §§ 2 et 3, l'autorité de bassin fait procéder à des contrôles au moins une fois par an, sauf si un autre intervalle se justifie sur la base des connaissances techniques et des avis d'experts.

Art. R. 95-3. L'autorité de bassin procède à l'analyse tendancielle à long terme des concentrations des substances n^o 2, 5, 6, 7, 12, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 26, 28 et 30 et des autres substances énumérées à l'annexe Xbis, partie A, qui ont tendance à s'accumuler dans les sédiments et/ou le biote, en se fondant sur la surveillance de l'état des eaux assurée conformément à l'article D.19.

Sous réserve de l'article D. 22, l'autorité de bassin prend les mesures nécessaires pour veiller à ce que de telles concentrations n'augmentent pas de manière significative dans les sédiments et/ou le biote pertinent.

La fréquence des contrôles à effectuer dans les sédiments et/ou le biote de manière à fournir des données suffisantes pour effectuer une analyse tendancielle à long terme fiable, est fixée conformément aux dispositions de l'annexe IV.

Art. R. 95-4. L'autorité de bassin peut désigner des zones de mélange adjacentes aux points de rejets. Les concentrations d'une ou plusieurs des substances énumérées à l'annexe *Xbis*, partie A, peuvent dépasser les normes de qualité environnementales applicables à l'intérieur de ces zones de mélange si la conformité à ces normes du reste de la masse d'eau de surface ne s'en trouve pas compromise.

L'étendue de ces zones de mélange est limitée à la proximité du point de rejet et proportionnée, eu égard à la concentration de polluants au point de rejet et aux conditions relatives aux émissions des polluants figurant dans les autorisations et permis d'environnement, conformément à l'application des meilleures techniques disponibles et après réexamen des autorisations et permis d'environnement.

Lorsqu'elle désigne des zones de mélange, l'autorité de bassin décrit, sur base des documents guides produits par la Commission européenne, dans les plans de gestion du bassin hydrographique wallon visés à l'article D. 24 les approches et les méthodes appliquées pour définir ces zones ainsi que les mesures prises en vue de réduire l'étendue des zones de mélange à l'avenir, telles que celles qui sont prévues à l'article D. 23, § 3, 8° et 12°, ou d'un réexamen des autorisations et permis d'environnement.

Art. R. 95-5. § 1^{er}. Sur la base des informations recueillies dans l'élaboration de l'état descriptif du bassin hydrographique visé à l'article D. 17, en vertu du Règlement n° 166/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et transferts de polluants, par la surveillance de l'état des eaux conformément à l'article D. 19 et sur la base d'autres données disponibles, l'autorité de bassin dresse un inventaire, y compris les cartes, le cas échéant, des émissions, des rejets et des pertes de toutes les substances visées à l'annexe *Xbis*, partie A, dans chaque bassin hydrographique wallon, y compris leurs concentrations dans le sédiment et le biote, le cas échéant.

§ 2. La période de référence pour l'estimation des concentrations de polluants à consigner dans les inventaires visés au paragraphe 1^{er} est d'une année entre 2008 et 2010.

Néanmoins, les informations récoltées en 2011 pourront également servir de base à l'établissement de l'inventaire tel que visé par le présent article.

Pour les substances prioritaires ou pour les polluants visés par la Directive 91/414/CEE du Conseil du 15 juillet 1991, concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, les données par substance peuvent être calculées en tant que moyenne des années 2008, 2009 et 2010.

§ 3. L'autorité de bassin communique les inventaires visés au paragraphe 1^{er} ainsi que leurs périodes de référence respectives, à la Commission européenne, aux autres Etats membres et Régions concernés par les districts hydrographiques internationaux dont une portion se situe sur le territoire de la Région wallonne.

§ 4. Dans le cadre du réexamen des analyses pour l'état descriptif du bassin hydrographique prévu à l'article D. 17, § 7, l'autorité de bassin actualise les inventaires visés au paragraphe 1^{er}.

La période de référence pour l'établissement des valeurs consignées dans les inventaires actualisés est l'année précédant celle de l'achèvement de l'analyse.

Pour les substances prioritaires ou pour les polluants concernés par l'arrêté royal du 28 février 1994 relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole, les données par substance peuvent être calculées en tant que moyenne des trois années précédant l'achèvement de cette analyse.

L'autorité de bassin publie les inventaires actualisés dans les plans de gestion par bassin hydrographique wallon mis à jour conformément aux articles D. 26 à D. 31.

Art. R.95-6. L'autorité de bassin peut justifier un dépassement des normes de qualité environnementale prévues par la présente sous-section à condition que :

1° le dépassement provienne d'une source de pollution située en dehors du territoire de la Région wallonne;

2° l'autorité de bassin n'ait pu, en raison de cette pollution transfrontalière, prendre les mesures efficaces afin de conformer aux normes de qualité environnementale pertinentes; et

3° l'autorité de bassin ait appliqué les mécanismes de coordination énoncés aux articles D. 7 et suivants du présent Code et, si nécessaire, tiré parti de l'article D. 22, §§ 5, 6 et 8 pour les masses d'eau affectées par la pollution transfrontalière.

L'autorité de bassin communique à la Commission européenne, aux autres Etats membres et Régions concernés par les districts hydrographiques internationaux dont une portion se situe sur le territoire de la Région wallonne, les informations nécessaires à l'application de l'alinéa 1^{er} et fournissent un récapitulatif des mesures prises en matière de pollution transfrontalière dans les plans de gestion, conformément aux dispositions des articles D. 30 et 31."

Art. 5. A l'article R. 255 du même Code, il est ajouté un paragraphe 4 rédigé comme suit :

"§ 4. Le Ministre peut adapter les programmes de contrôle des fournisseurs, en terme d'échantillonnage et d'analyses en vue de les compléter."

Art. 6. L'annexe I^{er} de la partie réglementaire du même Code est remplacée par l'annexe I^{er} du présent arrêté.

Art. 7. Le point I^{er} de l'annexe IV de la partie réglementaire du même Code est complété comme suit :

"7) Contrôles requis pour le respect des normes de qualité environnementale.

Les dispositions de la présente annexe sont d'application pour la réalisation de l'analyse tendancielle dans les sédiments et/ou le biote.

La fréquence des contrôles est d'une fois tous les trois ans, sauf si un autre intervalle se justifie sur la base des connaissances techniques et des avis d'experts."

Art. 8. Les objectifs de qualité figurant dans l'annexe VII de la partie réglementaire du même Code sont modifiés comme suit :

1. à la ligne 46 (DDT), le nombre "0,1" est remplacé par le nombre "0,025";
2. à la ligne 76 (endosulfan), le nombre "0,01" est remplacé par le nombre "0,005";
3. à la ligne 83 (hexachlorobenzène), le nombre "0,03" est remplacé par le nombre "0,01";
4. à la ligne 102 (pentachlorophénol), le chiffre "2" est remplacé par le nombre "0,4";
5. à la ligne 124 (trifluraline), le nombre "0,03" est ajouté;
6. à la ligne 131 (atrazine), le chiffre "2" est remplacé par le nombre "0,6";

7. pour le diuron, le nombre "10" est remplacé par le nombre "0,2";
8. pour l'isoproturon, le chiffre "1" est remplacé par le nombre "0,3";
9. pour le nickel, le nombre "50" est remplacé par le nombre "20";
10. pour le plomb, le nombre "50" est remplacé par le nombre "7,2".

Art. 9. Une annexe *Xbis*, reprise à l'annexe II du présent arrêté est insérée dans la partie réglementaire du même Code.

Art. 10. Dans l'annexe XXXI, partie B, note 4, de la partie réglementaire du même Code, le deuxième alinéa est remplacé comme suit :

"Le fournisseur est tenu de prendre les mesures appropriées pour remplacer les raccordements en plomb sur le réseau lui appartenant ou de prendre toute mesure adéquate afin qu'aucun contact ne soit possible entre un raccordement en plomb et l'eau destinée à la consommation humaine, en donnant la priorité aux cas où les concentrations en plomb dans les eaux destinées à la consommation humaine sont les plus élevées. A cette fin, ces mesures comportent une évaluation représentative et complète des concentrations en plomb dans les eaux destinées à la consommation humaine. Les mesures sont communiquées au Ministre pour approbation. A défaut de proposition du fournisseur, le Ministre fixe ces mesures dans le programme de contrôle conformément à l'article R. 255."

Art. 11. Le Ministre qui a la Politique de l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 février 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe I^{er}

L'annexe I^{er} de la partie réglementaire du Livre du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau est remplacée par l'annexe suivante :

"Annexe I^{er}

Substances prioritaires et substances dangereuses prioritaires

Listes des substances prioritaires et substances dangereuses prioritaires

	Numéro CAS (1)	Numéro UE (2)	Nom de la substance prioritaire (3)	Identifiée en tant que substance dangereuse prioritaire
1	15972-60-8	240-110-8	Alachlore	
2	120-12-7	204-371-1	Anthracène	X
3	1912-24-9	217-617-8	Atrazine	
4	71-43-2	200-753-7	Benzène	
5	Sans objet	Sans objet	Diphényléthers bromés (4)	X (5)
	32534-81-9	Sans objet	Pentabromodiphényléther (numéros de congénères 28, 47, 99, 100, 153 et 154)	
6	7440-43-9	231-152-8	Cadmium et ses composés	X
7	85535-84-8	287-476-5	C10-13-chloroalcanes (4)	X
8	470-90-6	207-432-0	Chlorfenvinphos	
9	2921-88-2	220-864-4	Chlorpyrifos (Ethylchlorpyrifos)	
10	107-06-2	203-458-1	1,2-Dichloroéthane	
11	75-09-2	200-838-9	Dichlorométhane	
12	117-81-7	204-211-0	Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	
13	330-54-1	206-354-4	Diuron	
14	115-29-7	204-079-4	Endosulfan	X
15	206-44-0	205-912-4	Fluoranthène (6)	
16	118-74-1	204-273-9	Hexachlorobenzène	X
17	87-68-3	201-765-5	Hexachlorobutadiène	X
18	608-73-1	210-158-9	Hexachlorocyclohexane	X
19	34123-59-6	251-835-4	Isoproturon	
20	7439-92-1	231-100-4	Plomb et ses composés	
21	7439-97-6	231-106-7	Mercure et ses composés	X

	Numéro CAS (1)	Numéro UE (2)	Nom de la substance prioritaire (3)	Identifiée en tant que substance dangereuse prioritaire
22	91-20-3	202-049-5	Naphtalène	
23	7440-02-0	231-111-4	Nickel et ses composés	
24	25154-52-3	246-672-0	Nonylphénol	X
	104-40-5	203-199-4	(4- nonylphénol)	X
25	1806-26-4	217-302-5	Octylphénols	
	140-66-9	Sans objet	(4-(1,1',3,3'-tétraméthylbutyl)-phénol)	
26	608-93-5	210-172-5	Pentachlorobenzène	X
27	87-86-5	201-778-6	Pentachlorophénol	
28	Sans objet	Sans objet	Hydrocarbures aromatiques polycycliques	X
	50-32-8	200-028-5	(Benzo(a)pyrène)	X
	205-99-2	205-911-9	(Benzo(b)fluoranthène)	X
	191-24-2	205-883-8	(Benzo(g,h,i)perylène)	X
	207-08-9	205-916-6	(Benzo(k)fluoranthène)	X
	193-39-5	205-893-2	(Indéno(1,2,3-cd)pyrène)	X
29	122-34-9	204-535-2	Simazine	
30	688-73-3	211-704-4	Composés du tributylétain	X
	36643-28-4	Sans objet	(Tributylétain-cation)	X
31	12002-48-1	234-413-4	Trichlorobenzène	
32	67-66-3	200-663-8	Trichlorométhane (Chloroforme)	
33	1582-09-8	216-428-8	Trifluraline	

(1) CAS : Chemical Abstract Service.

(2) Numéro UE : Inventaire européen des produits chimiques commercialisés (EINECS) ou Liste européenne des substances chimiques notifiées (ELINCS).

(3) Lorsqu'un groupe de substances est retenu, un représentant typique de ce groupe est mentionné à titre de paramètre indicatif (entre parenthèses et sans numéro). Pour ces groupes de substances, le paramètre indicatif doit être défini en recourant à la méthode analytique. Les contrôles sont ciblés sur ces substances types, sans exclure la possibilité de rajouter d'autres représentants, si nécessaire.

(4) Ces groupes de substances englobent généralement un très grand nombre de composés. Pour le moment, il n'est pas possible de fournir des paramètres indicatifs appropriés.

(5) Uniquement pentabromobiphényléther (numéro CAS 32534-81-9).

(6) Le fluoranthène figure dans la liste en tant qu'indicateur d'autres hydrocarbures aromatiques polycycliques plus dangereux.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2011 établissant des normes de qualité environnementale en vue de la protection des eaux de surface et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

Namur, le 17 février 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe II

Dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, l'annexe suivante est insérée :

"Annexe Xbis

Normes de qualité environnementale pour les substances prioritaires et certains autres polluants

PARTIE A.I.

Normes de qualité environnementale appliquées aux eaux de surface

MA : Moyenne annuelle

CMA : concentration maximale admissible

Unité : [$\mu\text{g}/\text{l}$]

n°	Nom de la substance	Numéro CAS (1)	NQE-MA (2) Eaux de surface intérieures (3)	NQE-CMA (4) Eaux de surface intérieures (3)
1	Alachlore	15972-60-8	0,3	0,7
2	Anthracène	120-12-7	0,1	0,4
3	Atrazine	1912-24-9	0,6	2
4	Benzène	71-43-2	10	50
5	Diphényléthers bromés (5)	32534-81-9	0,0005	Sans objet
6	Cadmium et ses composés (suivant les classes de dureté de l'eau) (6)	7440-43-9	$\leq 0,08$ (classe 1) 0,08 (classe 2) 0,09 (classe 3) 0,15 (classe 4) 0,25 (classe 5)	$\leq 0,45$ (classe 1) 0,45 (classe 2) 0,6 (classe 3) 0,9 (classe 4) 1,5 (classe 5)
(6bis)	Tétrachlorure de carbone (7)	56-23-5	12	Sans objet
7	Chloroalcanes C10-13	85535-84-8	0,4	1,4
8	Chlorfenvinphos	470-90-6	0,1	0,3
9	Chlorpyrifos (Ethylchlorpyrifos)	2921-88-2	0,03	0,1
(9bis)	Pesticides cyclodiènes Aldrine (7) Dieldrine (7) Endrine (7) Isodrine (7)	309-00-2 60-57-1 72-20-8 465-73-6	$\Sigma = 0,01$	Sans objet
(9ter)	DDT total (7) (8)	sans objet	0,025	Sans objet
	para-para-DDT (7)	50-29-3	0,01	Sans objet
10	1,2-Dichloroéthane	107-06-2	10	Sans objet
11	Dichlorométhane	75-09-2	20	Sans objet
12	Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	117-81-7	1,3	Sans objet
13	Diuron	330-54-1	0,2	1,8
14	Endosulfan	115-29-7	0,005	0,01
15	Fluoranthène	206-44-0	0,1	1
18	Hexachlorocyclohexane	608-73-1	0,02	0,04
19	Isoproturon	34123-59-6	0,3	1
20	Plomb et ses composés	7439-92-1	7,2	Sans objet
22	Naphtalène	91-20-3	2,4	Sans objet
23	Nickel et ses composés	7440-02-0	20	Sans objet
24	Nonylphénol (4- nonylphénol)	104-40-5	0,3	2
25	Octylphénol (4-(1,1',3,3'-tétraméthylbutyl)-phénol)	140-66-9	0,1	Sans objet
26	Pentachlorobenzène	608-93-5	0,007	Sans objet
27	Pentachlorophénol	87-86-5	0,4	1
28	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (9)	sans objet	sans objet	sans objet
	Benzo(a)pyrène	50-32-8	0,05	0,1
	Benzo(b)fluoranthène	205-99-2	$\Sigma = 0,03$	sans objet
	Benzo(g,h,i)perylène	207-08-9		
	Benzo(k)fluoranthène	191-24-2	$\Sigma = 0,002$	sans objet
	Indéno(1,2,3-cd)pyrène	193-39-5		
29	Simazine	122-34-9	1	4
(29bis)	Tétrachloroéthylène (7)	127-18-4	10	Sans objet
(29ter)	Trichloroéthylène (7)	79-01-6	10	Sans objet
30	Composés du tributylétain (Tributylétain-cation)	36643-28-4	0,0002	0,0015
21	Trichlorobenzène	12002-48-1	0,4	Sans objet
32	Trichlorométhane	67-66-3	2,5	Sans objet
33	Trifluraline	1582-09-8	0,03	Sans objet

(1) CAS : Chemical Abstracts Service.

(2) Ce paramètre est la NQE exprimée en valeur moyenne annuelle (NQE-MA). Sauf indication contraire, il s'applique à la concentration totale de tous les isomères.

(3) Les eaux de surface intérieures comprennent les rivières et les lacs et les masses d'eau artificielles ou fortement modifiées qui y sont reliées.

(4) Ce paramètre est la norme de qualité environnementale exprimée en concentration maximale admissible (NQE-CMA). Lorsque les NQE-CMA sont indiquées comme étant « sans objet », les valeurs retenues pour les NQE-MA sont considérées comme assurant une protection contre les pics de pollution à court terme dans les rejets continus, dans la mesure où elles sont nettement inférieures à celles définies sur la base de la toxicité aiguë.

(5) Pour le groupe de substances prioritaires « diphényléthers bromés » (n° 5) retenu dans la décision n° 2455/2001/CE, une NQE n'est établie que pour les numéros des congénères 28, 47, 99, 100, 153 et 154.

(6) Pour le cadmium et ses composés (n° 6), les valeurs retenues pour les NQE varient en fonction de la dureté de l'eau telle que définie suivant les cinq classes suivantes (CaCO₃) : classe 1 : < 40 mg CaCO₃/l, classe 2 : 40 à < 50 mg CaCO₃/l, classe 3 : 50 à < 100 mg CaCO₃/l, classe 4 : 100 à < 200 mg CaCO₃/l et classe 5 : ≤ 200 mg CaCO₃/l.

(7) Cette substance n'est pas une substance prioritaire mais un des autres polluants pour lesquels les NQE sont identiques à celles définies dans la législation qui s'appliquait avant le 13 janvier 2009.

(8) Le DDT total comprend la somme des isomères suivants : 1,1,1-trichloro-2,2 bis (p chlorophényl) éthane (numéro CAS 50-29-3; numéro UE 200-024-3); 1,1,1-trichloro-2 (o chlorophényl)-2-(p-chlorophényl) éthane (numéro CAS 789-02-6; numéro UE 212 332 5); 1,1 dichloro-2,2 bis (p-chlorophényl) éthylène (numéro CAS 72 55-9; numéro UE 200-784 6); et 1,1-dichloro-2,2 bis (p-chlorophényl) éthane (numéro CAS 72 54-8; numéro UE 200-783-0).

(9) Pour le groupe de substances prioritaires "hydrocarbures aromatiques polycycliques" (HAP) (n° 28), chacune des différentes NQE est applicable, c'est-à-dire que la NQE pour le benzo(a)pyrène, la NQE pour la somme du benzo(b)fluoranthène et du benzo(k)fluoranthène et la NQE pour la somme du benzo(g,h,i)perylène et de l'indéno(1,2,3-cd)pyrène doivent être respectées.

PARTIE A.II.

Normes de qualité environnementale appliquées dans les biotes

Unité : [µg/kg de poids frais]

N°	Nom de la substance	Numéro CAS	NQE
16	Hexachlorobenzène	118-74-1	10
17	Hexachlorobutadiène	87-68-3	55
21	Mercure et ses composés	7439-97-6	20

PARTIE B.

Application des normes de qualité environnementale définies dans la partie A.I

1. Colonne 4 du tableau : pour toute masse d'eau de surface donnée, l'application des NQE-MA a pour effet que, pour tout point de surveillance représentatif de cette masse d'eau, la moyenne arithmétique des concentrations mesurées à différentes périodes de l'année ne dépasse pas la valeur fixée dans la norme.

Le calcul de la moyenne arithmétique et la méthode analytique utilisée, y compris la manière d'appliquer une NQE s'il n'existe aucune méthode analytique appropriée respectant les critères de performance minimaux, doivent être conformes aux mesures d'application portant adoption de spécifications techniques pour le contrôle chimique et la qualité des résultats analytiques conformément à la Directive 2000/60/CE.

2. Colonne 5 du tableau : pour toute masse d'eau de surface donnée, l'application des NQE-CMA a pour effet que, pour tout point de surveillance représentatif de cette masse d'eau, la concentration mesurée ne dépasse pas la norme.

L'autorité de bassin peut instaurer des méthodes statistiques, telles que le calcul des centiles, afin de garantir un niveau acceptable de confiance et de précision dans la détermination de la conformité avec les NQE-CMA. Si elle instaure de telles méthodes, celles-ci doivent être conformes aux règles détaillées fixées conformément à la procédure de réglementation visée aux articles 5 et 7 de la Décision 1999/468/CE du 28 juin 1999 fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution confiées à la Commission.

3. Les NQE définies dans la présente annexe sont exprimées en concentrations totales dans l'échantillon d'eau entier, sauf dans le cas du cadmium, du plomb, du mercure et du nickel (ci-après dénommés « métaux »).

Pour les métaux, les NQE se rapportent à la concentration de matières dissoutes, c'est-à-dire à la phase dissoute d'un échantillon d'eau obtenu par filtration à travers un filtre de 0,45 µm ou par tout autre traitement préliminaire équivalent.

L'autorité de bassin peut, lors de l'évaluation des résultats obtenus au regard des NQE, tenir compte :

a) des concentrations de fond naturelles pour les métaux et leurs composés, si elles entravent la conformité avec la valeur fixée dans les NQE; et

b) de la dureté, du pH ou d'autres paramètres liés à la qualité de l'eau qui affectent la biodisponibilité des métaux. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2011 établissant des normes de qualité environnementale en vue de la protection des eaux de surface et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

Namur, le 17 février 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 828

[C — 2011/27076]

17. FEBRUAR 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Umweltqualitätsnormen im Hinblick auf den Schutz des Oberflächenwassers und zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere des Artikels D. 3, 3°;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D. 2, 62°, 80° und 81°, D. 19, § 1, in fine, D. 24, § 1, Absatz 1, *in fine*, D. 156, D. 185, D. 186 und D. 188;

Aufgrund des am 6. Oktober 2010 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 12. Januar 2011 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 49.052/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2008/105/CE des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über Umweltqualitätsnormen im Bereich der Wasserpolitik und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien des Rates 82/176/EWG, 83/513/EWG, 84/156/EWG, 84/491/EWG, 86/280/EWG sowie zur Änderung der Richtlinie 2000/60/EG und teilweise die Richtlinie 98/83/EG des Rates vom 3. November 1998 über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch umgesetzt.

Art. 2 - Artikel R. 2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 3 - Artikel R. 90 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ergänzt:

"20bis "Prioritäre Stoffe": die in der Anlage I erwähnten Stoffe, die unter denjenigen ausgewählt werden, die ein bedeutendes Risiko für oder durch die aquatische Umwelt darstellen;

20ter "Prioritäre gefährliche Stoffe": die in der Spalte 5 der in der Anlage I angeführten Tabelle vermerkten gefährlichen Stoffe, deren Einleitungen, Emissionen und Verluste schrittweise zu beenden oder einzustellen sind;

20quater "Natürliche Hintergrundkonzentration: die Konzentration eines Schadstoffs im umgebenden Boden (oder Wasser), die sich aus den natürlichen geologischen Schwankungen oder aus dem Einfluss einer generalisierten landwirtschaftlichen, industriellen oder städtischen Tätigkeit ergibt;

20°quinquies "Bioverfügbarkeit":

der chemische Zustand eines Schadstoffs, durch den dieser von einem Lebewesen assimiliert und/oder adsorbiert werden kann. Die Bioverfügbarkeit eines Schadstoffs hängt von seiner Speziation ab (Verteilung zwischen den verschiedenen chemischen Formen in seinem Umfeld) und konditioniert seine Ökotoxizität für die Gemeinschaft im Allgemeinen oder für bestimmte Arten von Lebewesen, dem Letzteren ausgesetzt sind."

Art. 4 - In Abschnitt 1 des Kapitels II des Titels VII des Teils II des verordnungsrechtlichen Teils desselben Gesetzbuches wird der folgende Unterabschnitt hinzugefügt:

"Unterabschnitt 1bis — Festlegung der Umweltqualitätsnormen für die prioritären Stoffe und für bestimmte andere Schadstoffe im Oberflächenwasser

Art. R. 95-1 - Zur Erreichung eines guten chemischen Zustands des Oberflächenwassers und gemäß den Bestimmungen und Zielsetzungen des Artikels D. 22 werden in dem vorliegenden Unterabschnitt Umweltqualitätsnormen für die prioritären Stoffe und für bestimmte andere Schadstoffe festgelegt, um die menschliche Gesundheit und die Umwelt zu schützen.

Art. R. 95-2 - § 1. Die auf das Oberflächenwasser anwendbaren Umweltqualitätsnormen werden in der Anlage Xbis, Teil A.I festgelegt. Sie sind gemäß der Anlage Xbis, Teil B anwendbar.

§ 2 . Für Quecksilber und Quecksilberverbindungen, Hexachlorbenzol und Hexachlorbutadien, wendet die Einzugsgebietsbehörde besondere Umweltqualitätsnormen auf Biota an. Diese Umweltqualitätsnormen werden in der Anlage Xbis, Teil A.II angeführt.

Die Einzugsgebietsbehörde wendet diese Normen auf die Gewebe (Nassgewicht) an, wobei unter Fischen, Weichtieren, Krebstieren und anderen Biota der geeignetste Indikator ausgewählt wird.

§ 3. Die Einzugsgebietsbehörde kann beschließen, für Sedimente und/oder Biota andere Umweltqualitätsnormen anzuwenden, als diejenigen, die in § 2 für die in der Liste der Anlage Xbis angeführten Stoffe angegeben werden.

Diese Umweltqualitätsnormen bieten ein Schutzniveau, das mindestens demjenigen entspricht, das durch die in der Anlage Xbis, Teil A.I. erwähnten Umweltqualitätsnormen gewährleistet wird.

Falls die Einzugsgebietsbehörde von dem vorliegenden Paragraphen Gebrauch macht, notifiziert sie der Europäischen Kommission und den anderen Mitgliedstaaten die Stoffe, für die Umweltqualitätsnormen gemäß dem vorliegenden Paragraphen erstellt wurden, die Gründe und und die Grundlagen für die Wahl dieses Vorgehens, die erstellten alternativen Umweltqualitätsnormen, einschließlich der Daten und der Methode für die Ableitung der alternativen Umweltqualitätsnormen, die Kategorien von Oberflächengewässern, für die sie gelten sollen, und die geplante Überwachungsfrequenz mit einer Begründung für diese Frequenz.

§ 4. Für die in den §§ 2 und 3 erwähnten Stoffe, lässt die Einzugsgebietsbehörde mindestens einmal jährlich Kontrollen vornehmen, außer wenn aufgrund des aktuellen Wissenstands und der Beurteilung von Sachverständigen ein anderes Intervall gerechtfertigt ist.

Art. R. 95-3 - Die Einzugsgebietsbehörde sorgt für die langfristige Trendermittlung der Konzentrationen Nrn. 2, 5, 6, 7, 12, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 26, 28 und 30, sowie der anderen, in der Anlage Xbis, Teil A angeführten Stoffe, die dazu neigen, sich in Sedimenten und/oder Biota anzusammeln, indem sie sich auf die gemäß Artikel D. 19 gewährleistete Überwachung des Zustands des Wassers stützt.

Unter Vorbehalt des Artikels D. 22 trifft die Einzugsgebietsbehörde die erforderlichen Maßnahmen, um dafür zu sorgen, dass derartige Konzentrationen in den Sedimenten und/oder den betreffenden Biota nicht auf bedeutende Weise ansteigen.

Die Frequenz der Überwachung, die für Sedimente und/oder Biota derart auszuführen ist, dass genügend Daten für eine zuverlässige, langfristige Trendermittlung verfügbar sind, wird gemäß den Bestimmungen der Anlage IV festgelegt.

Art. R. 95-4 - Die Einzugsgebietsbehörde kann an Einleitungspunkte angrenzende Durchmischungsbereiche ausweisen. Die Konzentrationen eines oder mehrerer der in der Anlage Xbis, Teil A aufgeführten Stoffe dürfen die jeweiligen Umweltqualitätsnormen innerhalb dieser Durchmischungsbereiche überschreiten, wenn sie die Einhaltung dieser Normen für den restlichen Oberflächenwasserkörper nicht beeinträchtigen.

Die Ausdehnung der Durchmischungsbereiche ist auf die nähere Umgebung des Einleitungspunkts beschränkt und verhältnismäßig, und zwar unter Berücksichtigung der Schadstoffkonzentrationen an den Einleitungspunkten, sowie der Bedingungen für Schadstoffemissionen, die in den Zulassungen und Umweltgenehmigungen festgelegt sind, und zwar gemäß der Anwendung der besten verfügbaren Techniken und nach Überprüfung der Zulassungen und Umweltgenehmigungen.

Wenn die Einzugsgebietsbehörde Durchmischungsbereiche ausweist, beschreibt sie auf der Grundlage der von der Europäischen Kommission vorgelegten Anleitungsdokumente in den in Artikel D. 24 erwähnten Bewirtschaftungsplänen für das wallonische Einzugsgebiet die für die Festlegung solcher Bereiche angewandten Ansätze und Methoden, sowie die Maßnahmen, die getroffen werden, um die Durchmischungsbereiche künftig zu verkleinern, wie beispielsweise Maßnahmen, die in Artikel D. 23, § 3, 8° und 12° vorgesehen sind, oder um die Zulassungen und Umweltgenehmigungen zu überprüfen.

Art. R. 95-5 - § 1. Die Einzugsgebietsbehörde erstellt auf der Grundlage der in der Erstellung der in Artikel D. 17 erwähnten Beschreibung des Einzugsgebiets gemäß der Verordnung Nr. 166/2006/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Januar 2006 über die Schaffung eines Europäischen Schadstofffreistezungs- und -verbringungsregisters, durch die Überwachung des Zustands des Wassers gemäß Artikel D. 19 und auf der Grundlage anderer verfügbarer Daten eine Bestandsaufnahme, einschließlich Karten, falls verfügbar, der Emissionen, Einleitungen und Verluste aller in der Anlage Xbis, Teil A erwähnten Stoffe in jedes wallonische Einzugsgebiet, einschließlich ihrer Konzentrationen in - je nach Zweckmäßigkeit - Sedimenten und Biota.

§ 2. Der Referenzzeitraum für die Schätzung der in den Bestandsaufnahmen gemäß Paragraph 1 zu erfassenden Schadstoffwerte ist ein Jahr innerhalb des Zeitraums von 2008 bis 2010.

Die im Jahre 2011 gesammelten Informationen können jedoch ebenfalls als Grundlage für die Erstellung der in dem vorliegenden Artikel erwähnten Bestandsaufnahme dienen.

Für die unter die Richtlinie 91/414/EWG des Rates vom 15. Juli 1991 über das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln fallenden prioritären Stoffe oder Schadstoffe kann jedoch der Durchschnittswert der Jahre 2008, 2009 und 2010 verwendet werden.

§ 3. Die Einzugsgebietsbehörde übermittelt der Europäischen Kommission, den anderen Mitgliedstaaten und den Regionen, die von den internationalen Einzugsgebieten betroffen sind, von denen ein Teil auf dem Gebiet der Wallonischen Region liegt, die in Paragraph 1 erwähnten Bestandsaufnahmen, sowie deren jeweiligen Referenzzeiträume.

§ 4 Im Rahmen der Überprüfung der Analysen für die in Artikel D. 17, § 7 vorgesehene Beschreibung des Einzugsgebiets aktualisiert die Einzugsgebietsbehörde die in Paragraph 1 erwähnten Bestandsaufnahmen.

Der Referenzzeitraum für die Festlegung der Werte in den aktualisierten Bestandsaufnahmen ist das Jahr vor dem voraussichtlichen Abschluss dieser Analyse.

Für die unter den Königlichen Erlass vom 28. Februar 1994 über die Aufbewahrung, das Inverkehrbringen und die Verwendung von Pestiziden für landwirtschaftliche Zwecke fallenden prioritären Stoffe oder Schadstoffe können jedoch die Durchschnittswerte der drei Jahre vor Abschluss dieser Analyse verwendet werden.

Die Einzugsgebietsbehörde veröffentlicht die aktualisierten Bestandsaufnahmen in den Bewirtschaftungsplänen je wallonisches Einzugsgebiet gemäß den Artikeln D. 26 bis D. 31.

Art. R. 95-6 - Die Einzugsgebietsbehörde kann eine Überschreitung der in dem vorliegenden Unterabschnitt vorgesehenen Umweltqualitätsnormen rechtfertigen, unter der Bedingung, dass:

1° die Überschreitung auf eine Verschmutzungsquelle zurückzuführen ist, die außerhalb des Gebiets der Wallonischen Region liegt;

2° die Einzugsgebietsbehörde aufgrund dieser grenzüberschreitenden Umweltverschmutzung nicht in der Lage war, wirksame Maßnahmen zur Einhaltung der betreffenden Umweltqualitätsnormen zu ergreifen; und

3° die Einzugsgebietsbehörde die Koordinierungsmechanismen gemäß Artikel D. 7 und den nachfolgenden Artikeln des vorliegenden Gesetzbuches angewandt, sowie gegebenenfalls die Bestimmungen des Artikels D. 22, §§ 5, 6 und 8 für die durch die grenzüberschreitende Umweltverschmutzung beeinträchtigten Wasserkörper genutzt hat.

Die Einzugsgebietsbehörde übermittelt der Europäischen Kommission, den anderen Mitgliedstaaten und den Regionen, die von den internationalen Einzugsgebieten betroffen sind, von denen ein Teil auf dem Gebiet der Wallonischen Region liegt, die Informationen, die zur Anwendung des Absatzes 1 erforderlich sind, sowie eine Zusammenfassung der Maßnahmen, die sie im Zusammenhang mit der grenzüberschreitenden Umweltverschmutzung in den Bewirtschaftungsplänen gemäß den Artikeln D. 30 und 31 ergriffen hat."

Art. 5 - In Artikel R. 255 desselben Gesetzbuches wird ein Paragraph 4 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt :

"§ 4. Der Minister kann die Prüfprogramme der Wasserversorger hinsichtlich der Probeentnahmen und Analysen anpassen, um sie zu ergänzen."

Art. 6 - Die Anlage I des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches wird durch die Anlage I des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 7 - Der Punkt 1 der Anlage IV des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches wird folgendermaßen ergänzt:

"7) Zur Einhaltung der Umweltqualitätsnormen erforderlichen Überwachungen.

Die Bestimmungen der vorliegenden Anlage finden Anwendung für die Durchführung der Trendermittlung in Sedimenten und/oder Biota.

Die Überwachungen erfolgen einmal alle drei Jahre, außer wenn aufgrund des aktuellen Wissenstands und der Beurteilung von Sachverständigen ein anderes Intervall gerechtfertigt ist.“

Art. 8 - Die in der Anlage VII des verordnungsrechtlichen Teils desselben Gesetzbuches angeführten Qualitätsziele werden folgendermaßen abgeändert :

1. in Zeile 46 (DDT) wird die Zahl "0,1" durch die Zahl "0,025" ersetzt;
2. in Zeile 76 (Endosulfan) wird die Zahl "0,01" durch die Zahl "0,005" ersetzt;
3. in Zeile 83 (Hexachlorbenzol) wird die Zahl "0,03" durch die Zahl "0,01" ersetzt;
4. in Zeile 102 (Pentachlorphenol) wird die Zahl "2" durch die Zahl "0,4" ersetzt;
5. in Zeile 124 (Trifluralin) wird die Zahl "0,03" hinzugefügt;
6. in Zeile 131 (Atrazin) wird die Zahl "2" durch die Zahl "0,6" ersetzt;
7. für Diuron wird die Zahl "10" durch die Zahl "0,2" ersetzt;
8. für Isoproturon wird die Zahl "1" durch die Zahl "0,3" ersetzt;
9. für Nickel wird die Zahl "50" durch die Zahl "20" ersetzt;
10. für Blei wird die Zahl "50" durch die Zahl "7,2" ersetzt .

Art. 9 - Eine in der Anlage II des vorliegenden Erlasses angeführte Anlage *Xbis* wird in den verordnungsrechtlichen Teil desselben Gesetzbuches eingefügt.

Art. 10 - In der Anlage XXXI, Teil B, Note 4 des verordnungsrechtlichen Teils desselben Gesetzbuches wird der zweite Absatz folgendermaßen ersetzt :

"Der Wasserversorger ist verpflichtet, die angemessenen Maßnahmen zu ergreifen, um die Anschlüsse aus Blei auf dem ihm gehörenden Netz zu ersetzen, oder jegliche geeignete Maßnahme zu ergreifen, damit kein Kontakt zwischen einem Anschluss aus Blei und dem für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wasser möglich ist, indem er den Fällen den Vorrang gibt, in denen die Bleikonzentrationen in dem für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wasser am höchsten sind. Zu diesem Zweck enthalten diese Maßnahmen eine repräsentative und vollständige Bewertung der Bleikonzentrationen in dem für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wasser. Die Maßnahmen werden dem Minister zur Genehmigung übermittelt. Falls kein Vorschlag des Wasserversorgers vorliegt, legt der Minister diese Maßnahmen im Prüfprogramm gemäß Artikel R. 255 fest."

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Februar 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Anlage I

Die Anlage I des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch die folgende Anlage ersetzt:

«Anlage I

Prioritäre stoffe und prioritäre gefährliche stoffe

Liste der prioritären stoffe und der prioritären gefährlichen stoffe

	Nummer CAS (1)	Nummer UE (2)	Bezeichnung des prioritären Stoffes	Als prioritärer gefährlicher Stoff identifiziert
1	15972-60-8	240-110-8	Alachlor	
2	120-12-7	204-371-1	Anthrazen	X
3	1912-24-9	217-617-8	Atrazin	
4	71-43-2	200-753-7	Benzol	
5	Nicht anwendbar	Nicht anwendbar	Bromierte Diphenylether (4)	X (5)
	32534-81-9	Nicht anwendbar	Pentabromdiphenylether (Kongenerne mit den Nummern 28, 47, 99, 100, 153 und 154)	
6	7440-43-9	231-152-8	Cadmium und Cadmiumverbindungen	X
7	85535-84-8	287-476-5	C10-13 Chloralkane (4)	X
8	470-90-6	207-432-0	Chlorfenvinphos	
9	2921-88-2	220-864-4	Chlorpyrifos (Ethylchlorpyrifos)	
10	107-06-2	203-458-1	1,2-Dichlorethan	
11	75-09-2	200-838-9	Dichlormethan	
12	117-81-7	204-211-0	Bis(2-ethyl-hexyl)phthalat (DEHP)	

	Nummer CAS (1)	Nummer UE (2)	Bezeichnung des prioritären Stoffes	Als prioritärer gefährlicher Stoff identifiziert
13	330-54-1	206-354-4	Diuron	
14	115-29-7	204-079-4	Endosulfan	X
15	206-44-0	205-912-4	Fluoranthen (6)	
16	118-74-1	204-273-9	Hexachlorobenzen	X
17	87-68-3	201-765-5	Hexachlorobutadien	X
18	608-73-1	210-158-9	Hexachlorocyclohexan	X
19	34123-59-6	251-835-4	Isoproturon	
20	7439-92-1	231-100-4	Blei und Bleiverbindungen	
21	7439-97-6	231-106-7	Quecksilber und Quecksilberverbindungen	X
22	91-20-3	202-049-5	Naphtalin	
23	7440-02-0	231-111-4	Nickel und Nickelverbindungen	
24	25154-52-3	246-672-0	Nonylphenol	X
	104-40-5	203-199-4	(4-Nonylphenol)	X
25	1806-26-4	217-302-5	Octylphenol	
	140-66-9	Nicht anwendbar	(4-(1,1',3,3'-Tetramethylbutyl)-phenol)	
26	608-93-5	210-172-5	Pentachlorbenzol	X
27	87-86-5	201-778-6	Pentachlorphenol	
	Nicht anwendbar	Nicht anwendbar	Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe	X
	50-32-8	200-028-5	(Benzo(a)pyren)	X
28	205-99-2	205-911-9	(Benzo(b)fluoranthen)	X
	191-24-2	205-883-8	(Benzo(g,h,i)-perylene)	X
	207-08-9	205-916-6	(Benzo(k)fluoranthen)	X
	193-39-5	205-893-2	(Indeno(1,2,3-cd)-pyren)	X
29	122-34-9	204-535-2	Simazin	
30	688-73-3	211-704-4	Tributylzinnverbindungen	X
	36643-28-4	Nicht anwendbar	(Tributhyltin-Kation)	X
31	12002-48-1	234-413-4	Trichlorobenzene	
32	67-66-3	200-663-8	Trichlormethan (Chloroforme)	
33	1582-09-8	216-428-8	Trifluralin	

(1) CAS : Chemical Abstract Service

(2) EU-Nummer European Inventory of Existing Commercial Substances (Einecs) oder European List of Notified Chemical Substances (ELINCS).

(3) Wenn Stoffgruppen ausgewählt wurden, sind typische Vertreter der betreffenden Gruppe als Indikatorparameter aufgeführt (in Klammern und ohne Nummer). Für diese Stoffgruppen muss der Indikatorparameter durch die Analysemethode definiert werden. Die Kontrollen richten sich auf die typischen Stoffe, ohne dass die Möglichkeit ausgeschlossen ist, wenn erforderlich andere Vertreter hinzuzufügen.

(4) Diese Stoffgruppen umfassen in der Regel eine große Anzahl einzelner Verbindungen. Zum jetzigen Zeitpunkt können keine geeigneten Indikatorparameter angegeben werden.

(5) Nur Pentabrombiphenylether (CAS-Nummer 32534-81-9).

(6) Fluoranthen ist in der Liste als Indikator für andere gefährlichere polycyclische aromatische Kohlenwasserstoffe aufgeführt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Februar 2011 zur Festlegung der Umweltqualitätsnormen im Hinblick auf den Schutz des Oberflächenwassers und zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Februar 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage II

Im verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches,
welches das Wassergesetzbuch bildet, wird folgende Anlage hinzugefügt:

"Anlage Xbis

Umweltqualitätsnormen für prioritäre stoffe und bestimmte andere schadstoffe

TEIL A.I.

Auf das oberflächenwasser anwendbare umweltqualitätsnormen

JD: Jahresdurchschnitt

ZHK: zulässige Höchstkonzentration

Einheit: [µg/l]

Nr.	Stoffname	CAS-Nummer (1)	JD-UQN (2) Binnenober- flächen= gewässer (3)	ZHK-UQN (4) Binnenoberflächen- gewässer (3)
1	Alachlor	15972-60-8	0,3	0,7
2	Anthracen	120-12-7	0,1	0,4
3	Atrazin	1912-24-9	0,6	2
4	Benzol	71-43-2	10	50
5	Bromierte Diphenylether (5)	32534-81-9	0,0005	Nicht anwendbar
6	Cadmium und Cadmiumverbindungen (je nach Wasserhärteklasse) (6)	7440-43-9	≥ 00,08 (Klasse 1) 0,08 (Klasse 2) 0,09 (Klasse 3) 0,15 (Klasse 4) 0,25 (Klasse 5)	≥ 00,45 (Klasse 1) 0,45 (Klasse 2) 0,6 (Klasse 3) 0,9 (Klasse 4) 1,5 (Klasse 5)
(6bis)	Tetrachlorkohlenstoff	56-23-5	12	Nicht anwendbar
7	C10-13 Chloralkane	85535-84-8	0,4	1,4
8	Chlorfenvinphos	470-90-6	0,1	0,3
9	Chlorpyrifos(Ethylchlorpyrifos)	2921-88-2	0,03	0,1
(9bis)	Cyclodien Pestizide Aldrin (7) Dieldrin (7) Endrin (7) Isodrin (7)	309-00-2 60-57-1 72-20-8 465-73-6	Σ = 0,01	Nicht anwendbar
(9ter)	DDT insgesamt (7) (8)	Nicht anwendbar	0,025	Nicht anwendbar
	Para-para-DDT (7)	50-29-3	0,01	Nicht anwendbar
10	1,2-Dichlorethan	107-06-2	10	Nicht anwendbar
11	Dichlormethan	75-09-2	20	Nicht anwendbar
12	Bis(2-ethyl-hexyl)phthalat (DEHP)	117-81-7	1,3	Nicht anwendbar
13	Diuron	330-54-1	0,2	1,8
14	Endosulfan	115-29-7	0,005	0,01
15	Fluoranthen	206-44-0	0,1	1
18	Hexachlorocyclohexan	608-73-1	0,02	0,04
19	Isoproturon	34123-59-6	0,3	1
20	Blei und Bleiverbindungen	7439-92-1	7,2	Nicht anwendbar
22	Naphtalin	91-20-3	2,4	Nicht anwendbar
23	Nickel und Nickelverbindungen	7440-02-0	20	Nicht anwendbar
24	Nonylphenol (4- Nonylphenol)	104-40-5	0,3	2
25	Octylphenol (4-(1,1',3,3'-Tetramethylbutyl)-phenol))	140-66-9	0,1	Nicht anwendbar
26	Pentachlorobenzol	608-93-5	0,007	Nicht anwendbar
27	Pentachlorophenol	87-86-5	0,4	1
28	Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe (PAK) (9)	Nicht anwendbar	Nicht anwendbar	Nicht anwendbar
	Benzo(a)pyren	50-32-8	0,05	0,1
	Benzo(b)fluoranthen	205-99-2	Σ = 0,03	Nicht anwendbar
	Benzo(g,h,i)-perylene	207-08-9		
	Benzo(k)fluoranthen	191-24-2	Σ = 0,002	Nicht anwendbar

Nr.	Stoffname	CAS-Nummer (1)	JD-UQN (2) Binnenober- flächen= gewässer (3)	ZHK-UQN (4) Binnenoberflächen- gewässer (3)
	Indeno(1,2,3-cd)-pyren	193-39-5		
29	Simazin	122-34-9	1	4
(29bis)	Tétrachlorethylen (7)	127-18-4	10	Nicht anwendbar
(29ter)	Trichlorethylen (7)	79-01-6	10	Nicht anwendbar
30	Tributylzinn (Tributylzinn- Kation)	36643-28-4	0,0002	0,0015
21	Trichlorbenzole	12002-48-1	0,4	Nicht anwendbar
32	Trichlormethan	67-66-3	2,5	Nicht anwendbar
33	Trifluralin	1582-09-8	0,03	Nicht anwendbar

(1) CAS : Chemical Abstract Service

(2) Dieser Parameter ist die Umweltqualitätsnorm (UQN), ausgedrückt als Jahresdurchschnitt (JD-UQN). Sofern nicht anders angegeben, gilt er für die Gesamtkonzentration aller Isomere.

(3) Binnenoberflächengewässer umfassen Flüsse und Seen sowie mit diesen verbundene künstliche oder erheblich veränderte Wasserkörper.

(4) Dieser Parameter ist die Umweltqualitätsnorm, ausgedrückt als zulässige Höchstkonzentration (ZHK-UQN). Ist für die ZHK-UQN "nicht anwendbar" angegeben, so gelten die JD-UQN-Werte auch bei kurzfristigen Verschmutzungsspitzenwerten bei kontinuierlicher Einleitung als ausreichendes Schutzniveau, da sie deutlich niedriger sind als die auf der Grundlage der akuten Toxizität gewonnenen Werte.

(5) Für die unter bromierte Diphenylether (Nr. 5) fallende Gruppe prioritärer Stoffe, die in der Entscheidung Nr. 2455/2001/EG aufgeführt sind, wird nur für Kongenere der Nummern 28, 47, 99, 100, 153 und 154 eine Umweltqualitätsnorm festgesetzt.

(6) Bei Cadmium und Cadmiumverbindungen (Nr. 6) hängt die UQN von der Wasserhärte ab, die in fünf Klassenkategorien abgebildet wird (CaCO₃): (Klasse 1 : < 40 mg CaCO₃/l, Klasse 2 : 40 bis < 50 mg CaCO₃/l, Klasse 3 : 50 bis < 100 mg CaCO₃/l, Klasse 4 : 100 bis < 200 mg CaCO₃/l und Klasse 5 : ≤ 200 mg CaCO₃/l).

(7) Hierbei handelt es sich nicht um einen prioritären Stoff, sondern um einen der sonstigen Schadstoffe, bei denen die Umweltqualitätsnormen mit denen identisch sind, die in den vor dem 13. Januar 2009 geltenden Rechtsvorschriften festgelegt worden sind.

(8) DDT insgesamt umfasst die Summe der Isomere 1,1,1-Trichlor-2,2-bis-(p-chlorphenyl)ethan (CAS-Nr. 50-29-3; EU-Nr. 200-024-3), 1,1,1-Trichlor-2(o-chlorphenyl)-2-(p-chlorphenyl)ethan (CAS-Nr. 789-02-6; EU-Nr. 212-332-5), 1,1-Dichlor-2,2-bis-(p-chlorphenyl)ethylen (CAS-Nr. 72-55-9; EU-Nr. 200-784-6) und 1,1-Dichlor-2,2-bis-(p-chlorphenyl)ethan (CAS-Nr. 72-54-8; EU-Nr. 200-783-0).

(9) Bei der Gruppe der polycyclischen aromatischen Kohlenwasserstoffe (PAK) (Nr. 28) gilt jede einzelne Umweltqualitätsnorm, d. h. die Umweltqualitätsnorm für Benzo(a)pyren, und die Umweltqualitätsnorm für die Summe von Benzo(b)fluoranthen und Benzo(k)fluoranthen und die Umweltqualitätsnorm für die Summe von Benzo(g,h,i)perylen und Indeno(1,2,3-cd)pyren müssen eingehalten werden.

TEIL A.II.

In biota anwendbare umweltqualitätsnormen

Einheit: [µg/kg Nassgewicht]

Nr.	Stoffname	CAS-Nummer	UQN
16	Hexachlorobenzen	118-74-1	10
17	Hexachlorobutadien	87-68-3	55
21	Quecksilber und Quecksilberverbindungen	7439-97-6	20

TEIL B

Anwendung der umweltqualitätsnormen in teil a.i.

1. Spalte 4 der Tabelle für jeden Oberflächenwasserkörper bedeutet die Anwendung der JD-UQN, dass das arithmetische Mittel der zu unterschiedlichen Zeiten im Jahr gemessenen Konzentrationen für jede repräsentative Überwachungsstelle in dem Wasserkörper die Norm nicht übersteigt.

Die Berechnung des arithmetischen Mittels, das angewandte Analyseverfahren und, wenn es kein geeignetes Analyseverfahren gibt, das den Mindestleistungskriterien entspricht, die Methode für die Anwendung einer Umweltqualitätsnorm, müssen mit den Durchführungsrechtsakten zur Annahme der technischen Spezifikationen für die chemische Überwachung und die Qualität der Analyseergebnisse gemäß der Richtlinie 2000/60/EG in Einklang stehen.

2. Spalte 5 der Tabelle für jeden Oberflächenwasserkörper bedeutet die Anwendung der ZHK-UQN, dass die gemessene Konzentration an jeder repräsentativen Überwachungsstelle in dem Wasserkörper die Norm nicht übersteigt.

Die Einzugsgebietsbehörde kann statistische Methoden wie etwa eine Perzentilberechnung einführen, damit ein akzeptables Maß an Zuverlässigkeit und Genauigkeit in der Feststellung der Übereinstimmung mit den ZHK-UQN sichergestellt werden kann. Wenn sie sich hierfür entscheidet, müssen die statistischen Methoden den detaillierten Regeln entsprechen, die gemäß den in den Artikeln 5 und 7 des Beschlusses 1999/468/EG vom 28. Juni 1999 zur Festlegung der Modalitäten für die Ausübung der der Kommission übertragenen Durchführungsbefugnisse erwähnten Regelungsverfahren festgelegt wurden.

3. Mit Ausnahme von Cadmium, Blei, Quecksilber und Nickel (nachstehend "Metalle") sind die in diesem Anhang festgelegten Umweltqualitätsnormen als Gesamtkonzentrationen in der gesamten Wasserprobe ausgedrückt.

Bei Metallen bezieht sich die Umweltqualitätsnorm auf die gelöste Konzentration, d. h. die gelöste Phase einer Wasserprobe, die durch Filtration durch ein 0,45-µm-Filter oder eine gleichwertige Vorbehandlung gewonnen wird.

Die Einzugsgebietsbehörde kann bei der Beurteilung der Überwachungsergebnisse anhand der Umweltqualitätsnormen folgende Faktoren berücksichtigen :

a) natürliche Hintergrundkonzentrationen von Metallen und ihren Verbindungen, wenn diese die Einhaltung der Umweltqualitätsnorm verhindern; und
 b) Wasserhärte, pH-Wert oder andere Wasserqualitätsparameter, die die Bioverfügbarkeit von Metallen beeinflussen.“

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Februar 2011 zur Festlegung der Umweltqualitätsnormen im Hinblick auf den Schutz des Oberflächenwassers und zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Februar 2011

Der Minister-Präsident
 R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
 Ph. HENRY

—————
 VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 828

[C – 2011/27076]

17 FEBRUARI 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de milieukwaliteitsnormen met het oog op de bescherming van het oppervlaktewater en houdende wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

De Waalse Regering,

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op artikel D. 3, 3°;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D. 2, 62°, 80° en 81°, D. 19, § 1, in fine, D. 24, § 1, eerste lid, in fine, D. 156, D. 185, D. 186 en D. 188;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'Eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 6 oktober 2010;

Gelet op het advies nr. 49.052/4 van de Raad van State, gegeven op 12 januari 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is een omzetting van Richtlijn 2008/105/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 16 december 2008 inzake milieukwaliteitsnormen op het gebied van het waterbeleid tot wijziging en vervolgens intrekking van de Richtlijnen 82/176/EEG, 83/513/EEG, 84/156/EEG, 84/491/EEG en 86/280/EEG van de Raad, en tot wijziging van Richtlijn 2000/60/EG en een gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 98/83/EG van de Raad van 3 november 1998 betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water.

Art. 2. Artikel R.2 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt opgeheven.

Art. 3. Artikel R. 90 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

"20bis "Prioritaire stoffen" : de stoffen bedoeld in bijlage I die geselecteerd worden uit die stoffen welke een significant risico voor of via het aquatische milieu betekenen;

20ter "Gevaarlijke prioritaire stoffen" : de gevaarlijke stoffen die geïdentificeerd worden in kolom 5 van tabel vermeld in bijlage I en waarvan de lozingen, de emissies of de verliezen geleidelijk stopgezet of beëindigd moeten worden;

20quater "natuurlijke achtergrondconcentratie" : de omgevingsconcentratie van een pollutant in de bodem (of in het water) voortvloeiend uit geologische variaties of uit de invloed van een veralgemeende landbouw-, industriële of stedelijke activiteit;

20quinquies "Biologische beschikbaarheid" : de chemische toestand van een vervuilende stof, waarbij die kan worden opgenomen en/of geabsorbeerd door een levend wezen. De biologische beschikbaarheid van een vervuilende stof hangt af van zijn speciatie (verdeling tussen de verschillende chemische vormen van zijn milieu) en beïnvloedt zijn ecotoxiciteit voor de gemeenschap in het algemeen of voor bepaalde soorten van levende wezens die aan die vervuilende stof blootgesteld worden.“

Art. 4. In afdeling 1 van hoofdstuk II van Titel VII van deel II van het regelgevende deel van hetzelfde Wetboek wordt de volgende onderafdeling toegevoegd :

"Onderafdeling 1bis. — Bepaling van de milieukwaliteitsnormen voor de prioritaire stoffen en voor sommige andere verontreinigende stoffen in het oppervlaktewater.

Art. R. 95-1. Met de bedoeling een goede chemische toestand van het oppervlaktewater te bereiken, en in overeenstemming met de bepalingen en doelstellingen van artikel D. 22, wordt in deze onderafdeling milieukwaliteitsnormen voor prioritaire stoffen en bepaalde andere verontreinigende stoffen vastgelegd om de menselijke gezondheid en het leefmilieu te beschermen.

Art. R. 95-2. § 1. De milieukwaliteitsnormen die van toepassing zijn op het oppervlaktewater worden vastgesteld in bijlage Xbis, deel A.I. Ze worden toegepast overeenkomstig bijlage Xbis, deel B.

§ 2. De stroomgebiedoverheid past voor kwik en zijn verbindingen, hexachloorbenzeen en hexachloorbutadien, bijzondere kwaliteitsnormen op biota toe. Deze milieukwaliteitsnormen worden vermeld in bijlage Xbis, deel A.II.

De stroomgebiedoverheid past deze normen voor weefsel van prooidieren (nat gewicht) toe, waarbij uit vissen, weekdieren, schaaldieren en andere biota de meest passende indicator wordt gekozen.

§ 3. De stroomgebiedoverheid kan ervoor kiezen om milieukwaliteitsnormen voor sediment en/of biota toe te passen in plaats van de in § 2 vastgestelde normen voor stoffen bedoeld in de lijst van bijlage Xbis.

Deze milieukwaliteitsnormen bieden tenminste hetzelfde beschermingsniveau als de in bijlage *Xbis*, deel A.I., vastgelegde milieukwaliteitsnormen voor water.

Als de stroomgebiedoverheid gebruik maakt van deze paragraaf, stelt ze de Europese Commissie en de andere lidstaten in kennis van de stoffen waarvoor milieukwaliteitsnormen overeenkomstig deze paragraaf zijn vastgesteld, en vermeldt ze de motivering en de uitgangspunten voor de toepassing van deze aanpak, de andere vastgestelde milieukwaliteitsnormen, met inbegrip van de gegevens en de methode waarmee zij zijn afgeleid, de categorieën oppervlaktewateren waarvoor zij zouden gelden alsmede de geplande monitoringfrequentie en de motivering van die frequentie.

§ 4. Voor de stoffen bedoeld in de §§ 2 en 3 laat de stroomgebiedoverheid minstens één keer per jaar controles uitvoeren, tenzij technische kennis en het oordeel van deskundigen een andere tussenpoos rechtvaardigen.

Art. R. 95-3. De stroomgebiedoverheid treft regelingen voor de analyse van langetermijntendensen met betrekking tot de concentraties van de stoffen 2, 5, 6, 7, 12, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 26, 28 en 30 en van de in deel A van bijlage *Xbis* vermelde andere stoffen die de tendens hebben te accumuleren in sediment en/of biota, op basis van de monitoring van de watertoestand, uitgevoerd overeenkomstig artikel D.19.

De stroomgebiedoverheid neemt, met inachtneming van artikel D. 22, maatregelen die erop gericht zijn dat dergelijke concentraties niet significant toenemen in sediment en/of de betrokken biota.

De meetfrequentie in sediment en/of biota die zodanig vastgesteld wordt dat zij voldoende gegevens voor een betrouwbare analyse van langetermijntendensen oplevert, wordt overeenkomstig de bepalingen van bijlage IV bepaald.

Art. R. 95-4. De stroomgebiedoverheid kan aan lozingspunten grenzende mengzones aanwijzen. In die mengzones mogen de concentraties van één of meer stoffen die zijn opgenomen in deel A van bijlage *Xbis* de desbetreffende milieukwaliteitsnormen overschrijden, mits dit geen gevolgen heeft voor de naleving van deze normen in de rest van het betrokken oppervlaktewaterlichaam.

De omvang van elke mengzone is beperkt tot de nabijheid van het lozingspunt en is proportioneel, rekening houdend met de concentraties van de verontreinigende stoffen op het lozingspunt en de voorwaarden voor de emissies van verontreinigende stoffen in de machtigingen en milieuvergunningen, overeenkomstig de toepassing van de best beschikbare technieken en nadat die machtigingen en milieuvergunningen zijn herzien.

De stroomgebiedoverheid die mengzones aanwijst, neemt in de in artikel D. 24 opgestelde beheersplannen van het Waalse stroomgebied en op grond van de door de Europese Commissie opgemaakte gidsdocumenten een beschrijving op van de aanpak en de methoden die zijn toegepast om zulke zones af te bakenen, en tevens de maatregelen die zijn genomen met het oog op het verkleinen van de omvang van de mengzones in de toekomst, zoals maatregelen krachtens artikel D.23, § 3, 8° en 12°, of een herziening van de machtigingen en milieuvergunningen.

Art. R. 95-5. § 1. Op basis van de informatie verzameld tijdens de uitvoering van de omschrijving van het stroomgebied bedoeld in artikel D. 17, krachtens Verordening 166/2006/EG betreffende de instelling van een Europees register inzake de uitstoot en overbrenging van verontreinigende stoffen, en op grond van het toezicht op de watertoestand bedoeld in artikel D.19 en van de andere beschikbare gegevens stelt de stroomgebiedoverheid voor elk Waalse stroomgebied een inventaris op, met inbegrip van kaarten indien deze beschikbaar zijn, van de emissies, lozingen en verliezen van alle in deel A van bijlage *Xbis* vermelde stoffen met inbegrip, in voorkomend geval, van hun concentraties in sedimenten en biota.

§ 2. De referentieperiode voor de schatting van de waarden van verontreinigende stoffen die in de in § 1 bedoelde inventarissen worden opgenomen, is één jaar tussen 2008 en 2010.

De in 2011 verzamelde informatie zal nochtans als basis dienen voor de opstelling van de in dit artikel bedoelde inventaris.

Voor prioritaire stoffen of verontreinigende stoffen die onder Richtlijn 91/414/EEG van de Raad van 15 juli 1991 betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen vallen, kunnen deze waarden echter worden berekend als gemiddelde over de jaren 2008, 2009 en 2010.

§ 3. De stroomgebiedoverheid stelt de Europese Commissie, de andere lidstaten en Gewesten betrokken bij de internationale stroomgebieddistricten waarvan een gedeelte op het grondgebied van het Waalse Gewest is gelegen, in kennis van de in § 1 bedoelde inventarissen met inbegrip van de desbetreffende referentieperioden.

§ 4. De stroomgebiedoverheid actualiseert de in § 1 bedoelde inventarissen als onderdeel van de toetsing van de analyses voor de omschrijving van het stroomgebied bedoeld in artikel D.17, § 7.

De referentieperiode voor de vaststelling van de waarden in de bijgestelde inventarissen is het jaar vóór de afronding van die analyse.

Voor prioritaire stoffen of verontreinigende stoffen die betrokken zijn bij het koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik, mogen de waarden worden berekend als het gemiddelde van de drie jaren vóór de afronding van die analyse.

De stroomgebiedoverheid publiceert de geactualiseerde inventarissen in hun bijgewerkte stroomgebiedbeheersplannen zoals bepaald in de artikelen D. 26 tot D. 31.

Art. R.95-6. De stroomgebiedoverheid kan een overschrijding van de milieukwaliteitsnormen bedoeld in deze onderafdeling rechtvaardigen op voorwaarde dat :

1° de overschrijding te wijten is aan een buiten het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen verontreinigingsbron, en

2° de stroomgebiedoverheid ten gevolge van die grensoverschrijdende verontreiniging niet in staat was effectieve maatregelen te nemen om de betrokken milieukwaliteitsnormen na te leven, en

3° de stroomgebiedoverheid de in de artikelen D.7 en volgende van dit Wetboek bepaalde coördinatiemechanismen heeft toegepast en in voorkomend geval de bepalingen van artikel D.22, §§ 5, 6 en 8 heeft gebruikt voor de door de grensoverschrijdende verontreiniging getroffen waterlichamen.

De stroomgebiedoverheid verstrekt de Europese Commissie, de andere Lidstaten en Gewesten betrokken bij de internationale stroomgebieddistricten waarvan een gedeelte op het grondgebied van het Waalse Gewest is gelegen, de voor de toepassing van het eerste lid nodige informatie en geeft een overzicht van de maatregelen die in verband met de grensoverschrijdende verontreiniging in de beheersplannen zijn genomen, in overeenstemming met de bepalingen van de artikelen D. 30 en D. 31."

Art. 5. Artikel R.255 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt :

"§ 4. De Minister kan de controleprogramma's van de leveranciers in termen van bemonstering en analyses aanpassen om ze aan te vullen."

Art. 6. Bijlage I bij het regelgevende deel van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door bijlage I bij dit besluit.

Art. 7. Punt I van bijlage IV bij het regelgevende deel van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

"7) Controles vereist voor de naleving van de milieukwaliteitsnormen.

De bepalingen van deze bijlage zijn van toepassing voor de uitvoering van de tendensanalyse in sediment en/of biota.

De meetfrequentie is één keer om de drie jaar, tenzij technische kennis en het oordeel van deskundigen een andere tussenpoos rechtvaardigen."

Art. 8. De kwaliteitsdoelstellingen vermeld in bijlage VII bij het regelgevende deel van hetzelfde Wetboek worden gewijzigd als volgt :

1. op lijn 46 (DDT) wordt het aantal "0,1" vervangen door het aantal "0,025";
2. op lijn 76 (endulsofan) wordt het aantal "0,01" vervangen door het aantal "0,005";
3. op lijn 83 (hexachloorbenzeen) wordt het aantal "0,03" vervangen door het aantal "0,01";
4. op lijn 102 (pentachloorfenol) wordt het cijfer "2" vervangen door het aantal "0,4";
5. op lijn 124 (trifluraline) wordt het aantal "0,03" toegevoegd";
6. op lijn 131 (atrazine) wordt het cijfer "2" vervangen door het aantal "0,6";
7. voor diuron wordt het aantal "10" vervangen door het aantal "0,2";
8. voor isoproturon wordt het cijfer "1" vervangen door het aantal "0,3";
9. voor nikkel wordt het aantal "50" vervangen door het aantal "20";
10. voor lood wordt het aantal "50" vervangen door het aantal "7,2".

Art. 9. Er wordt een bijlage *Xbis*, zoals vermeld in bijlage II bij dit besluit, ingevoegd in het regelgevende deel van hetzelfde Wetboek.

Art. 10. In bijlage XXXI, deel B, nota 4, bij het regelgevende deel van hetzelfde Wetboek, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"De leverancier moet de gepaste maatregelen nemen om de loden aansluitingen op het net dat hem toebehoort te vervangen of elke gepaste maatregel treffen zodat er geen contact mogelijk is tussen een loden aansluiting en het water voor menselijke consumptie, waarbij de voorkeur wordt gegeven aan de gevallen waarin de loodconcentraties in het water voor menselijke consumptie de hoogste zijn. Daartoe omvatten die maatregelen een representatieve en volledige evaluatie van de loodconcentraties in het water voor menselijke consumptie. De maatregelen worden ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd. Bij gebrek aan voorstel van de leverancier bepaalt de Minister die maatregelen in het controleprogramma overeenkomstig artikel R.255."

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 17 februari 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage I.

Bijlage I bij het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen door volgende bijlage :

"Bijlage I

Prioritaire stoffen en gevaarlijke prioritaire stoffen

Lijst van de prioritaire stoffen en gevaarlijke prioritaire stoffen

	CAS-nummer (1)	EU-nummer (2)	Naam van de prioritaire stof (3)	Geïdentificeerd als gevaarlijke prioritaire stof
1	15972-60-8	240-110-8	Alachloor	
2	120-12-7	204-371-1	Antraceen	X
3	1912-24-9	217-617-8	Atrazine	
4	71-43-2	200-753-7	Benzeen	
5	Niet van toepassing	Niet van toepassing	Gebromeerde difenylethers (4)	X (5)
	32534-81-9	Niet van toepassing	Pentabroomdifenylether (congeneren 28, 47, 99, 100, 153 en 154)	
6	7440-43-9	231-152-8	Cadmium en zijn verbindingen	X
7	85535-84-8	287-476-5	C10-13-Chlooralkanen (4)	X

	CAS-nummer (1)	EU-nummer (2)	Naam van de prioritaire stof (3)	Geïdentificeerd als gevaarlijke prioritaire stof
8	470-90-6	207-432-0	Chloorfenvinfos	
9	2921-88-2	220-864-4	Chloorpyrifos (chloorpyriphosethyl)	
10	107-06-2	203-458-1	1,2-Dichlooroethaan	
11	75-09-2	200-838-9	Dichloormethaan (DCM)	
12	117-81-7	204-211-0	Di(2-ethylhexyl)ftalaat	
13	330-54-1	206-354-4	Diuron	
14	115-29-7	204-079-4	Endosulfan	X
15	206-44-0	205-912-4	Fluorantheen (6)	
16	118-74-1	204-273-9	Hexachloorbenzeen	X
17	87-68-3	201-765-5	Hexachloorbutadieen	X
18	608-73-1	210-158-9	Hexachloorcyclohexaan	X
19	34123-59-6	251-835-4	Isoproturon	
20	7439-92-1	231-100-4	Lood en zijn verbindingen	
21	7439-97-6	231-106-7	Kwik en zijn verbindingen	X
22	91-20-3	202-049-5	Naftaleen	
23	7440-02-0	231-111-4	Nikkel en zijn verbindingen	
24	25154-52-3	246-672-0	Nonylfenolen	X
	104-40-5	203-199-4	(4-nonylfenol)	X
25	1806-26-4	217-302-5	Octylfenolen	
	140-66-9	Niet van toepassing	(4-(1,1',3,3'-tetramethylbutyl)fenol)	
26	608-93-5	210-172-5	Pentachloorbenzeen	X
27	87-86-5	201-778-6	Pentachloorfenol	
	Niet van toepassing	Niet van toepassing	Polycyclische aromatische koolwaterstoffen :	X
	50-32-8	200-028-5	(Benzo(a)pyreen)	X
28	205-99-2	205-911-9	(Benzo(b)fluoranteen)	X
	191-24-2	205-883-8	(Benzo(g,h,i)peryleen)	X
	207-08-9	205-916-6	(Benzo(k)fluoranteen)	X
	193-39-5	205-893-2	(Indeno(1,2,3-cd)pyreen)	X
29	122-34-9	204-535-2	Simazine	
30	688-73-3	211-704-4	Tributyltinverbindingen	X
	36643-28-4	Niet van toepassing	Tributyltinkation	X
31	12002-48-1	234-413-4	Trichloorbenzeen	
32	67-66-3	200-663-8	Trichloormethaan (Chloroform)	
33	1582-09-8	216-428-8	Trifluralin	

(1) CAS : Chemical Abstract Service.

(2) EU-Nummer : European Inventory of Existing Commercial Chemical Substances : EINECS of de European List of Notified Chemical Substances : ELINCS.

(3) Wanneer groepen stoffen zijn geselecteerd, zijn typische voorbeelden daarvan als indicatieve parameter vermeld (tussen haakjes en zonder nummer). Voor deze groepen stoffen moeten de indicatieve parameters worden bepaald door de analysemethoden. De invoering van beheersingsmaatregelen wordt op deze specifieke stoffen afgestemd, maar waar nodig blijft het mogelijk andere vertegenwoordigers van deze groepen daarin op te nemen.

(4) Deze groepen stoffen omvatten meestal een groot aantal verschillende verbindingen. Adequate indicatieve parameters kunnen op dit moment niet worden vermeld.

(5) Alleen pentabroomdifenylether (CAS-nummer 32534-81-9).

(6) Fluoranteen is in de lijst opgenomen als indicator voor andere, gevaarlijker polyaromatische koolwaterstoffen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2011 tot vaststelling van de milieukwaliteitsnormen met het oog op de bescherming van het oppervlaktewater en houdende wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Namen, 17 februari 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage II

In het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek,
dat het Waterwetboek inhoudt, wordt de volgende bijlage ingevoegd :

"Bijlage Xbis

Milieukwaliteitsnormen voor de prioritare stoffen en sommige andere verontreinigende stoffen

DEEL A.I.

Milieukwaliteitsnormen toegepast op de oppervlaktewateren

JG : Jaargemiddelde

MAC : maximaal aanvaardbare concentratie

Eenheid : [$\mu\text{g}/\text{l}$]

NR.	Naam van de stof	CAS-nummer (1)	JG-MKN (2) Landoppervlakter- wateren	JG-MKN (4) Landoppervlakter- wateren (3)
1	Alachloor	15972-60-8	0,3	0,7
2	Antraceen	120-12-7	0,1	0,4
3	Atrazin	1912-24-9	0,6	2
4	Benzeen	71-43-2	10	50
5	Gebromeerde difenylethers (5)	32534-81-9	0,0005	Niet van toepassing
6	Cadmium en zijn verbindingen (afhankelijk van de waterhard- heidsklasse) (6)	7440-43-9	$\leq 0,08$ (klasse 1) 0,08 (klasse 2) 0,09 (klasse 3) 0,15 (klasse 4) 0,25 (klasse 5)	$\leq 0,45$ (klasse 1) 0,45 (klasse 2) 0,6 (klasse 3) 0,9 (klasse 4) 1,5 (klasse 5)
(6bis)	Tetrachloorkoolstof (7)	56-23-5	12	Niet van toepassing
7	C10-13-chlooralkanen	85535-84-8	0,4	1,4
8	Chloorfenvinfos	470-90-6	0,1	0,3
9	Chloorpyrifos (chloorpyrip- hoseethyl)	2921-88-2	0,03	0,1
(9bis)	Cyclodieenbestrijdingsmiddelen Aldrin (7) Dieldrin (7) Endrin (7) Isodrin (7)	309-00-2 60-57-1 72-20-8 465-73-6	$\Sigma = 0,01$	Niet van toepassing
(9ter)	DDT totaal (7) (8)	Niet van toepassing	0,025	Niet van toepassing
	p.p.'-DDT (7)	50-29-3	0,01	Niet van toepassing
10	1,2-Dichloorethaan	107-06-2	10	Niet van toepassing
11	Dichloormethaan (DCM)	75-09-2	20	Niet van toepassing
12	Di(2-ethylhexyl)-ftalaat (DEHP)	117-81-7	1,3	Niet van toepassing
13	Diuron	330-54-1	0,2	1,8
14	Endosulfan	115-29-7	0,005	0,01
15	Fluorantheen	206-44-0	0,1	1
18	Hexachloorcyclohexaan	608-73-1	0,02	0,04
19	Isoproturon	34123-59-6	0,3	1
20	Lood en zijn verbindingen	7439-92-1	7,2	Niet van toepassing
22	Naftaleen	91-20-3	2,4	Niet van toepassing
23	Nikkel en zijn verbindingen	7440-02-0	20	Niet van toepassing
24	Nonylfenolen (4 nonylfenol)	104-40-5	0,3	2
25	Octylfenolen ((4-(1,1',3,3'- tetramethylbutyl)-fenol))	140-66-9	0,1	Niet van toepassing
26	Pentachloorbenzeen	608-93-5	0,007	Niet van toepassing
27	Pentachloorfenol	87-86-5	0,4	1
28	Polycyclische aromatische kool- waterstoffen : (PAK) (9)	Niet van toepassing	Niet van toepassing	Niet van toepassing
	Benzo(a)pyreen	50-32-8	0,05	0,1
	benzo(k)fluorantheen	205-99-2	$\Sigma = 0,03$	Niet van toepassing
	Benzo(g,h,i)-peryleen	207-08-9		
	Benzo(k)fluoranteen	191-24-2	$\Sigma = 0,002$	Niet van toepassing

NR.	Naam van de stof	CAS-nummer (1)	JG-MKN (2) Landoppervlakter- wateren	JG-MKN (4) Landoppervlakter- wateren (3)
	Indeno(1,2,3-cd)pyreen	193-39-5		
29	Simazine	122-34-9	1	4
(29bis)	Tetrachloorethyleen (7)	127-18-4	10	Niet van toepassing
(29ter)	Trichloorethyleen	79-01-6	10	Niet van toepassing
30	Tributyltinverbindingen (Tributyl- tinkation)	36643-28-4	0,0002	0,0015
21	Trichloorbenzeen	12002-48-1	0,4	Niet van toepassing
32	Trichloormethaan	67-66-3	2,5	Niet van toepassing
33	Trifluralin	1582-09-8	0,03	Niet van toepassing

(1) CAS : Chemical Abstract Service.

(2) Deze parameter is de MKN uitgedrukt als jaargemiddelde (JG-MKN). Tenzij anders is aangegeven, is deze van toepassing op de totale concentratie van alle isomeren.

(3) Landoppervlaktewateren omvatten rivieren en meren en de bijbehorende kunstmatige of sterk veranderde waterlichamen.

(4) Deze parameter is de milieukwaliteitsnorm uitgedrukt als maximaal aanvaardbare concentratie (MAC-MKN). Wanneer voor de MAC-MKN « niet van toepassing » wordt aangegeven, worden de JG-MKN-waarden verondersteld bescherming te bieden tegen kortdurende verontreinigingspieken in continue lozingen, aangezien deze aanzienlijk lager zijn dan de op basis van de acute toxiciteit afgeleide waarde.

(5) Voor de groep prioritair stoffen die vallen onder gebromeerde difenylethers (nr. 5), vermeld in Beschikking nr. 2455/2001/EG, wordt alleen voor de conegeren nr. 28, 47, 99, 100, 153 en 154 een MKN vastgesteld.

(6) Voor cadmium en zijn verbindingen (nr. 6) zijn de MKN-waarden afhankelijk van de hardheid van het water, ingedeeld in vijf klassen (klasse 1 : < 40 mg CaCO₃/l, klasse 2 : 40 tot < 50 mg CaCO₃/l, klasse 3 : 50 tot < 100 mg CaCO₃/l, klasse 4 : 100 tot < 200 mg CaCO₃/l en klasse 5 : ≥ 200 mg CaCO₃/l).

(7) Deze stof is geen prioritair stof, maar een van de andere verontreinigende stoffen waarvoor de MKN identiek zijn aan die welke zijn vastgelegd in de wetgeving die vóór 13 januari 2009 van toepassing was.

(8) DDT totaal omvat de som van de volgende isomeren : 1,1,1-trichloor-2,2-bis(p-chloorfenyl)ethaan (CAS-nummer 50-29-3), EU-nummer 200-024-3); 1,1,1-trichloor-2-(o-chloorfenyl)-2-(p-chloorfenyl)ethaan (CAS-nummer 789-02-6), EU-nummer 212-332-5); 1,1-dichloor-2,2-bis(p-chloorfenyl)ethyleen (CAS-nummer 72-55-9) EU-nummer 200-784-6); en 1,1-dichloor-2,2-bis(p-chloorfenyl)ethaan (CAS-nummer 72-54-8). EU-nummer 200-783-0).

(9) Op de groep prioritair stoffen die onder polycyclische aromatische koolwaterstoffen (PAK) vallen (nr. 28), is elke afzonderlijke MKN van toepassing, hetgeen betekent dat de MKN voor benzo(a)pyreen en de MKN voor de som van benzo(b)fluorantheen en benzo(k)fluorantheen en de MKN voor de som van benzo(g,h,i)peryleen en indeno(1,2,3-cd)pyreen moeten worden nageleefd.

DEEL A.II.

MILIEUKWALITEITSNORMEN TOEGEPAST IN BIOTA

Eenheid : [µg/kg vers gewicht]

NR.	Naam van de stof	CAS-nummer	MKN
16	Hexachloorbenzeen	118-74-1	10
17	Hexachloorbutadien	87-68-3	55
21	Kwik en zijn verbindingen	7439-97-6	20

DEEL B.

TOEPASSING VAN DE IN DEEL A.I. BEPAALDE MILIEUKWALITEITSNORMEN

1. Kolom 4 van tabel : voor elk oppervlaktewaterlichaam wordt onder toepassing van de JG-MKN verstaan dat voor elk representatief meetpunt in dit waterlichaam het rekenkundig gemiddelde van de op verschillende tijdstippen in de loop van het jaar gemeten concentraties niet boven de norm ligt.

De berekening van het rekenkundig gemiddelde, de te gebruiken analysemethode en de wijze waarop een MKN wordt toegepast indien geen passende analysemethode bestaat, die voldoet aan de minimale prestatiekenmerken, dienen in overeenstemming te zijn met uitvoeringsinstrumenten houdende technische specificaties voor de chemische controle en kwaliteit van analytische resultaten overeenkomstig Richtlijn 2000/60/EG.

2. Kolom 5 van tabel : voor elk oppervlaktewaterlichaam wordt onder de toepassing van de MAC-MKN verstaan dat de gemeten concentratie op enig representatief meetpunt in het waterlichaam niet boven de norm ligt.

De stroomgebiedoverheid kan statistische methoden invoeren, zoals een percentielberekening, zodat een aanvaardbaar niveau van betrouwbaarheid en nauwkeurigheid wordt gewaarborgd, wanneer wordt bepaald of aan de MAC-MKN is voldaan.

Indien zij dat doet, moeten die statistische methoden voldoen aan de gedetailleerde regels vastgesteld overeenkomstig de regelgevingsprocedure bedoeld in de artikelen 5 en 7 van het besluit 1999/468/EG van 28 juni 1999 tot vaststelling van de voorwaarden voor de uitoefening van de aan de Commissie verleende uitvoeringsbevoegdheden.

3. Met uitzondering van cadmium, lood, kwik en nikkel (hierna "metalen" genoemd) worden de in deze bijlage vastgestelde MKN uitgedrukt als totale concentratie in het volledige watermonster.

Voor metalen hebben de MKN betrekking op de opgeloste concentratie, d.w.z. de opgeloste fase van een watermonster die wordt verkregen door filtratie over een filter van 0,45 µm of een gelijkwaardige voorbehandeling.

Wanneer de stroomgebiedoverheid de meetresultaten vergelijkt met de MKN, kan zij rekening houden met :

a) natuurlijke achtergrondconcentraties voor metalen en hun verbindingen, indien deze de naleving van de MKN beletten, en

b) de hardheid, de pH of andere waterkwaliteitsparameters die de biologische beschikbaarheid van metalen beïnvloeden."

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2011 tot vaststelling van de milieukwaliteitsnormen met het oog op de bescherming van het oppervlaktewater en houdende wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Namen, 17 februari 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2011/00181]

Agrément comme entreprise de sécurité en application de l'article 4 de la loi du 10 avril 1990. — Renouvellements

Par arrêté du 29 septembre 2010, le renouvellement de l'agrément comme entreprise de sécurité est accordé à All-Tech JVD SPRL, établie à 1910 Kampenhout, Aarschotsebaan 107, sous le numéro 20 1401 02 pour une période de dix ans à dater du 3 février 2011.

Par arrêté du 29 septembre 2010, le renouvellement de l'agrément comme entreprise de sécurité est accordé à Profalco SA, établie à 2920 Kalmthout, Turfvaartlaan 27, sous le numéro 20 1399 01 pour une période de dix ans à dater du 27 janvier 2011.

Par arrêté du 18 octobre 2010, le renouvellement de l'agrément comme entreprise de sécurité est accordé à Elkobe SPRL, établie à 2861 Sint-Katelijne-Waver, Berlaarbaan 484, sous le numéro 20 1377 09 pour une période de dix ans à dater du 13 septembre 2010.

Par arrêté du 28 octobre 2010, le renouvellement de l'agrément comme entreprise de sécurité est accordé à RG Alarm Systems SPRL, établie à 1840 Londerzeel, Chrysantenlaan 1, sous le numéro 20 1410 04 pour une période de dix ans à dater du 28 avril 2011.

Par arrêté du 17 novembre 2010, le renouvellement de l'agrément comme entreprise de sécurité est accordé à Tras SPRL, établie à 1760 Roosdaal (Onze-Lieve-Vrouw-Lombeek), Frans Van Cauwelaertstraat 26, sous le numéro 20 1402 02 pour une période de dix ans à dater du 2 février 2011.

Par arrêté du 17 novembre 2010, le renouvellement de l'agrément comme entreprise de sécurité est accordé à Debrabandere Jan SPRL, établie à 8900 Ieper, Meenseweg 295, sous le numéro 20 1395 01 pour une période de dix ans à dater du 16 janvier 2011.

Par arrêté du 24 novembre 2010, le renouvellement de l'agrément comme entreprise de sécurité est accordé à Boulangier A. SPRL, établie à 1755 Gooik, Hellebosstraat 9, sous le numéro 20 1396 01 pour une période de dix ans à dater du 16 janvier 2011.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2011/00181]

Erkenning als beveiligingsonderneming in toepassing van artikel 4 van de wet van 10 april 1990. — Vernieuwingen

Bij besluit van 29 september 2010 wordt de vernieuwing van de erkenning als beveiligingsonderneming verleend aan All-Tech JVD BVBA, gevestigd te 1910 Kampenhout, Aarschotsebaan 107, onder het nummer 20 1401 02, voor een periode van tien jaar met ingang van 3 februari 2011.

Bij besluit van 29 september 2010 wordt de vernieuwing van de erkenning als beveiligingsonderneming verleend aan Profalco NV, gevestigd te 2920 Kalmthout, Turfvaartlaan 27, onder het nummer 20 1399 01, voor een periode van tien jaar met ingang van 27 januari 2011.

Bij besluit van 18 oktober 2010 wordt de vernieuwing van de erkenning als beveiligingsonderneming verleend aan Elkobe BVBA, gevestigd te 2861 Sint-Katelijne-Waver, Berlaarbaan 484, onder het nummer 20 1377 09, voor een periode van tien jaar met ingang van 13 september 2010.

Bij besluit van 28 oktober 2010 wordt de vernieuwing van de erkenning als beveiligingsonderneming verleend aan RG Alarm Systems BVBA, gevestigd te 1840 Londerzeel, Chrysantenlaan 1, onder het nummer 20 1410 04, voor een periode van tien jaar met ingang van 28 april 2011.

Bij besluit van 17 november 2010 wordt de vernieuwing van de erkenning als beveiligingsonderneming verleend aan Tras BVBA, gevestigd te 1760 Roosdaal (Onze-Lieve-Vrouw-Lombeek), Frans Van Cauwelaertstraat 26, onder het nummer 20 1402 02, voor een periode van tien jaar met ingang van 2 februari 2011.

Bij besluit van 17 november 2010 wordt de vernieuwing van de erkenning als beveiligingsonderneming verleend aan Debrabandere Jan BVBA, gevestigd te 8900 Ieper, Meenseweg 295, onder het nummer 20 1395 01, voor een periode van tien jaar met ingang van 16 januari 2011.

Bij besluit van 24 november 2010 wordt de vernieuwing van de erkenning als beveiligingsonderneming verleend aan Boulangier A. BVBA, gevestigd te 1755 Gooik, Hellebosstraat 9, onder het nummer 20 1396 01, voor een periode van tien jaar met ingang van 16 januari 2011.